

# Carnet d'Europe

N° 05/105 du 22 mai 2019 – 2€

Numéro spécial élections européennes N° 2

## Lettre d'actualité européenne

### **Dernier numéro spécial « Elections européennes » !**

*C'est Alain MALEGARIE qui traite l'essentiel de l'actualité européenne à quelques jours du scrutin du 26 mai.*

*Il porte un regard critique et lucide sur les grands traits de cette campagne bien pauvre en propositions, en débat et en Enthousiasme.*

*Ce qu'il faut dire et répéter, c'est que celles et ceux qui veulent en faire un acte de sanction envers le gouvernement et le Président de la république trompent l'électeur, car quel que soit Le résultat, le président ne partira pas !*

*Alors, il faut avoir la lucidité de s'intéresser aux vrais enjeux du scrutin, ceux-là mêmes que j'évoque dans le précédent numéro spécial « élections » du 13 mai.*

*Il n'y a pas d'alternative pour aucun pays de l'Union. Où ils sont unis et trouvent les ressorts utiles à vivre ensemble pour le bien des peuples et non des marchés, ou ils disparaîtront de la scène internationale et perdront toute liberté face aux États continents qui n'auront, pour eux, aucune considération !*

*Il nous faut plus et mieux d'union et non l'inverse. C'est pourquoi, pro-européens et cependant lucides quant aux améliorations à apporter, nous ne pouvons qu'encourager les lecteurs à choisir des listes résolument européennes et à se détourner de tous les marchands d'illusions : ne laissons pas les anti-européens gagner cette élection et soyons fier de nous engager pour une Europe plus forte, plus intégrée et plus solidaire !*

Lyon, le 22 mai 2019

**Alain REGUILLON**

*La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Carnet d'Europe éditée par Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847 Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON - Rédacteur en chef : Alain MALÉGARIE - Presse fédéraliste C/o Maison des Européens – 7, rue Amédée Bonnet – 69006 LYON – [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu) – [www.mde-lyon.eu](http://www.mde-lyon.eu) Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs*



## Elections législatives européennes de mai 2019 : débattons de son utilité, et votons !

Par Alain MALEGARIE

Cette élection du 26 mai 2019 est à fort enjeu et pourtant, en France, jamais la campagne n'aura été aussi courte (2 semaines contre 3,5 en 2014). Jamais elle n'aura été aussi creuse, vide, et sur des thématiques aussi exclusivement nationales. Triste campagne donc, qui a pris l'Europe en otage, qui a confisqué tout intérêt à son égard, et qui ne présage rien de bon au niveau de la participation.

A l'issue de cette élection, les Français n'en sauront pas plus sur l'Union européenne, ce qu'elle fait, ce qu'elle réussit, son utilité, son absolue nécessité face aux États-continent. Et on ne parlera plus du tout d'Europe pendant 5 ans ! La France continuera probablement, hélas, à se distinguer, le 26 mai prochain, comme étant le pays qui aura le plus de voix d'extrême droite et, du coup, le plus d'eurodéputés d'extrême droite au Parlement européen. Triste record, comme en 2014 !! Comment, dans ce cas, la France pourra être crédible dans les instances européennes ?

Triste record aussi des attaques contre l'UE, avec un Steve Bannon qui se glisse dans tous les meetings d'extrême-droite, comme celui de Milan le 18 mai, réunissant 12 pays autour de Matteo Salvini, même si Orbán (Hongrie) et Kasensky (Pologne) ont décliné l'invitation à ce rassemblement. Seule éclaircie, le scandale autrichien d'un vice-président d'extrême droite, obligé de démissionner pour collusion avec les basses manœuvres de Vladimir Poutine. Bannon poursuit méthodiquement son travail de sape, se muant en porte-drapeau du rassemblement national, appelé à la rescousse par Marine Le Pen, fidèle à son objectif obsessionnel de détruire l'Union européenne. Le récusé de Trump, réfugié en Europe, poursuit ainsi le but de son ancien patron. D'ailleurs quelques actuels dirigeants européens deviennent traitres à leur patrie ! Ces partis nationalistes se vendent aux USA de Trump, après s'être déjà vendus financièrement à Poutine, nuisant ainsi à leur propre patrie. C'est la première fois que des partis se laissent envahir par des puissances étrangères dans une élection majeure. Ces partis sont donc « antinationaux ». Quand les autres actuels dirigeants de l'Union européenne réagiront ils ? Quand, sortiront ils d'un mutisme lâche et mortifère ?

La seule réponse que nous pouvons faire, nous autres citoyens, c'est déjà d'aller voter dimanche 26 mai. Car tous les extrémistes, de tous bords, de droite ou de gauche, iront voter, eux. Comme toujours. Ne leur laissons pas le monopole des urnes. La démocratie et notre avenir sont en jeu !

Cette collusion est grave. Steve Bannon vient de s'installer en France cette semaine, dans un hôtel parisien de luxe, à 2 500€ la nuitée. La France est une cible privilégiée pour affaiblir notre pays et l'Union européenne tout entière. Après que l'Italie ait, seule, signé un accord bilatéral ... avec la Chine pour être envahie par les nouvelles Routes de la Soie.

Finalement, les USA n'aiment l'Europe que faible et soumise, et ce but n'existe pas uniquement depuis le gouvernement de Donald Trump ! Ils nous ont « laissé » faire l'euro parce qu'ils ne pensaient pas qu'il deviendrait si vite la seconde monnaie du monde, et qu'il représenterait un tiers de la facturation internationale ! Ils nous ont laissé faire Galileo à condition qu'il soit à usage civil exclusivement, et non militaire comme le GPS américain. Dès que l'on a annoncé vouloir relancer le projet de défense européenne, Trump nous a sommés, aussitôt, de payer d'abord notre part aux dépenses de l'OTAN contrôlé par les Américains, avant de nous émanciper. Aujourd'hui, ils savent que l'UE est devenue la première puissance commerciale du monde (pas encore économique, mais commerciale). D'ailleurs, depuis des années, l'UE a une balance commerciale avec les États-Unis largement excédentaire (ce qui n'est pas le cas avec la Chine !). Donald Trump (America first) ne supporte pas ce succès européen

énorme, qui le dérange profondément (sur le plan économique, mais aussi géopolitique). Tout au long de son mandat, l'actuel et très probablement le second (2020-2024), il n'aura de cesse que de nous « surveiller » et nous affaiblir dès que nous serons en position dominante.

La 1ère puissance impériale du monde n'accepte pas la concurrence, fut-elle loyale ! Idem avec la Chine, mais là, le « boa » sera autrement plus difficile à engloutir, et à digérer. Et il semblerait même à terme, que ce soit « l'autre » qui avale... les États-Unis ! La Chine a pour elle le temps, la démographie, le commerce et la finance surtout pour ... tout acheter !!

Autre problème majeur inédit, dans cette non-campagne : le déferlement des infox (fake news) décuplées par le poids désormais exorbitant des réseaux sociaux, de plus en plus intraitables et qui font des ravages par la démultiplication instantanée de propos de plus en plus radicalisés et d'analyses de plus en plus fausses, irrationnelles voire émotionnelles.

En fait, je le ressens aussi dans les nombreuses interventions que j'ai pu faire, d'année en année, même les « pro-européens » interviennent presque toujours sur ce qui ne marche pas, ou est insuffisant, et pas sur tout ce qui marche (euro, Erasmus, fonds européens, protection contre les marchandises toxiques en provenance hors UE, protection des citoyens, etc.)

Vous me direz, c'est un « réflexe » que de ne parler que des trains qui déraillent. Peut-être, mais c'est navrant, car il y a – heureusement ! – beaucoup plus de trains qui arrivent à l'heure. Nous sommes bien là les descendants de Descartes, Voltaire, Auguste Comte, etc., et nous adorons la critique (pas toujours constructive, ni honnête !), la joute verbale, la polémique permanente. Cela fait partie de notre ADN. C'est pour cela aussi que les citoyens français ne comprennent pas toujours le Parlement européen : là, les partis politiques différents travaillent ensemble (hors extrêmes), élaborent et votent ensemble la plupart des textes !! Pour un Français, c'est un miracle. En France, surtout à l'Assemblée nationale, cela est très rare. On vote plutôt selon son ADN politique, et pas sur le contenu du projet ! Voilà entre autre pourquoi moi je préfère l'Europe !!

Et je m'insurge entre autres contre les polémiques, en permanence, des Français sur le fonctionnement et les objectifs de l'UE : non, l'Europe n'est pas « anti-démocratique », vu que la Commission européenne propose, mais ne décide de rien : c'est le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement) qui décide de tous les projets et le Parlement européen (élu démocratiquement au suffrage universel direct) qui les vote. Et pourtant, de gauche à droite, on répète inlassablement que « l'Europe », comme ils disent, n'est pas démocratique. Alors la France, l'Allemagne, etc. ne le sont pas non plus ! Ce sont les représentations nationales, élues elles aussi démocratiquement qui font les lois, en France, non ? Pas le citoyen ! C'est bien la même chose, non ? On ne peut reproduire partout l'Agora d'Athènes !! Qui était d'ailleurs une démocratie très relative...

Autre petite musique répétée à l'envie, sorte de poison mortel : « l'Europe n'est pas sociale ». C'est idiot et grotesque. Prenez une carte politique du monde entier, regardez les politiques menées... L'Europe est le continent le plus social au monde, le plus « redistributif », et la France et le Danemark remportent la palme sur tous les domaines (sauf le chômage) : le taux moyen de redistribution sociale en UE est de 43%, aucun autre continent n'atteint cela. Le social est l'ADN de l'Europe, avant même l'UE. C'est Bismarck, en Allemagne qui a créé en 1886, l'assurance maladie, et en 1893 les premières assurances retraite ; c'est Léon Blum en France qui a créé en 1936 les premiers congés payés (repris progressivement dans le monde entier).

Dès mars 1957, le Traité de Rome pose le principe de « l'égalité salariale entre Hommes et Femmes » que les Etats-membres n'ont jamais totalement appliqué ; le Fonds social européen naît dès 1958 !

Aujourd'hui, il y a la Charte des droits sociaux qui impose à tous des minima sociaux (c'est unique au monde) : voici les principaux (liste non exhaustive!) :

- 20 jours de congés annuel pays minimum (chaque État est évidemment libre de faire plus)
- 14 semaines de congé maternité
- 11 heures de repos consécutives pour tout travail par période de 24 heures
- Renforcement du congé parental
- 10 jours de congé paternité (rejeté pour l'instant par 6 pays sur 28, ... dont la France)
- Carte européenne d'assurance maladie (gratuite)
- 1 formation qualifiante sur 5 pour les demandeurs d'emploi est financée par l'UE
- 1 repas sur 4 aux Restos du Cœur, Secours populaire, Secours catholique, etc., est financé par l'UE
- 1 fonds d'aide à la mondialisation, pour dédommager des travailleurs licenciés du fait de fermeture ou délocalisation de leur entreprise
- Financement, via le FSE, d'écoles de la 2<sup>ème</sup> chance (pour les jeunes sortis du système scolaire)
- Installation gratuite du WIFI dans l'espace public
- Programme Natura 2000 : protection de 1 766 sites naturels en France
- Délai de rétractation porté à 14 jours pour tout achat d'un produit
- Garantie obligatoire de 2 ans pour tout produit manufacturé vendu dans l'UE
- Fichier PNR pour les compagnies aériennes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme
- Label européen AOP (appellation d'origine contrôlée) pour protéger nos produits
- Harmonisation des coûts téléphoniques dans toute l'UE
- Frais de tenue de compte harmonisés (par le bas !)
- Egalité des chances, égalité Femme/Homme ; lutte contre les discriminations au travail : réglementation européenne renforcée
- Construction de logements sociaux via des prêts à taux très bas (1%) de la Banque européenne d'Investissement
- Plan Juncker de 500 milliards € entre 2014 et 2020, dont 68 milliards consacrés à la France, profitant à 234.000 entreprises, et donc créateurs d'emplois. Le chômage est d'ailleurs retombé en France à 8,7%, taux certes encore trop élevé, par rapport à la moyenne européenne (7,3%).

Donc répéter constamment, pour faire peur aux citoyens et les décourager que l'Europe n'est pas sociale, est la première fake news. C'est scandaleux et honteux, car ravageur, cela nourrit la défiance des Européens (Français notamment).

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de progression possible, que « tout va bien », naturellement. Mais si l'UE n'avance pas plus vite, c'est parce que les dirigeants de chaque pays le veulent aussi, développent trop d'intergouvernemental au détriment du communautaire ; les grands États jouent avant tout leur propre carte, vont « dans le sens du poil » : l'Italie signe seule un contrat bilatéral avec la Chine des Routes de la soie, sans concertation avec ses voisins alors que la Chine et son impérialisme économique veut racheter tout ce qu'elle peut (Le Pirée en Grèce ; des industries en Italie ; la compagnie nationale électrique au Portugal ; des terres à blé en France pour fabriquer du pain, etc.)

Nos dirigeants freinent les harmonisations fiscales et sociales, car la fiscalité c'est encore une « souveraineté » régaliennne sur laquelle ils s'arcboutent. Ils maintiennent un budget européen insuffisant (1% du PIB de chaque Etat !).

L'Europe est un géant économique performant, mais reste un nain politique, comme le disait déjà Jacques Delors, dans les années 1980-90. D'où une diplomatie trop faible, une Europe de la défense très

embryonnaire. Les USA et les Chinois sont ravis. Cela leur laisse plus de temps pour s'étriper entre eux à coup de taxes commerciales suicidaires, pour la quête de la première place mondiale.

Et notre pauvre Europe, sur ce terrain-là est quasi inerte. Au lieu de profiter du combat mortifère de ces deux géants, les Européens se contentent de commenter le match, de rester bien sagement au vestiaire, à la rigueur d'apparaître sur ... le banc de touche ! Les dirigeants actuels de l'UE devront rendre compte, devant l'Histoire, de leur impuissance et désinvolture, car ils n'aident pas les prochaines générations d'Européens. Les contours de la carte géopolitique mondiale se façonnent maintenant, pour les cinquante prochaines années. Le vide est tragique, et je crains que nos concitoyens n'en aient pas pleinement conscience, l'œil rivé sur le très court terme.

Cerise sur le gâteau, le « couple » franco-allemand est de plus en plus en panne !

Madame Merkel l'a elle-même reconnu cette semaine. Le couple est ainsi divisé sur les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite ; sur la durée des (re)négociations sur le Brexit ; sur le principe de nommer à la présidence de la Commission la tête de liste du parti européen arrivé en tête aux élections européennes (en l'occurrence Manfred Weber, leader du PPE, parti qui selon toute vraisemblance arrivera encore une fois en tête). Macron récuse ce principe, pour imposer Michel Barnier. Merkel est aussi déçue par l'absence de réformes, sur la baisse de la dette publique, sur l'assainissement de la France. Certes on a un projet commun « d'Airbus » de la batterie, mais il y a un problème de désynchronisation croissant entre les deux pays. Certes l'Allemagne a un problème : démographique et de croissance économique. Mais elle a limité son déficit budgétaire, fait les réformes, à un taux de chômage de 3,4%.

Macron répond qu' « il croit à la confrontation féconde ». Formule ambiguë, maladroite. La France a fait des réformettes, pas des réformes. Ça promet pour la suite, quand on sait qu'Anegreth Kramp-Karrenbauer (AKK), la nouvelle présidente de la CDU, est plus sévère encore contre la France, pays « cigale » s'il en est.

Le couple franco-allemand a mal vieilli. « Amour, mais chambre à part » a dit, non sans humour, Sylvie Goulard, ex eurodéputée brillante et actuellement en poste à la Banque de France. On est aujourd'hui très loin des deux couples historiques : Konrad Adenauer – Charles de Gaulle et Helmut Kohl – François Mitterrand (et à une moindre mesure Helmut Schmidt – Valéry Giscard d'Estaing). Ces couples-là, ont fait la paix en lançant l'Europe ; ont fait le SME, puis l'euro. Ce n'est pas rien !! L'UE souffre aujourd'hui de l'absence de projet fédérateur.

Autre insuffisance notoire. L'euro est une réussite exemplaire, mais on n'a pas voulu lui donner un pouvoir géopolitique. Il faut absolument renforcer la zone euro, à commencer par sa gouvernance (1 responsable, 1 budget), renforcer l'union bancaire, l'union des capitaux.

Il faut aussi créer des champions industriels européens, commencer par les batteries, voitures électriques, ferroviaire, numérique, afin qu'on ne laisse pas tout le marché mondial aux mains de la Corée du Sud et de la Chine.

Il faut absolument que l'UE soit forte pour répliquer aux attaques commerciales de Trump sur l'acier européen (taxe de 25% !). Seule l'UE unie peut répliquer, pas la France seule. C'est d'ailleurs l'UE qui représente nos intérêts communs à l'OMC, face aux Chinois ou aux Américains, et demain face aux Indiens.

Les fake news polluent aussi tout débat sur l'Europe. Les réseaux sociaux en sont saturés, c'est de pire en pire. « Plus c'est gros, plus ça passe » dit-on. Pour me rassurer, je citerai Talleyrand : « *tout ce qui est*

*excessif est insignifiant* ». Mais quand même, cela doit être ravageur. On le voit bien avec les promesses faites par les propagandistes du Brexit...

Dire que la France va « vendre l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, ou qu'elle va lui céder son siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU » (propos de Le Pen et Dupont-Aignan). Dire qu'il y a « 18 » millions (sic) de migrants en UE (Dupont-Aignan) qui cumule les touristes, les réfugiés, les étudiants, comptant les entrées et ne comptant aucune sortie (retour), c'est énorme ! Cocasse même. Mieux vaut en rire... (*L'humour est la dernière politesse du désespoir, disait Boris Vian!*). La dernière « infox » du RN est d'affirmer qu'il a « 500 000 » travailleurs détachés en France. Faux ! C'est 242 000. A ce propos, ce parti est « antinational », vu qu'il veut supprimer (avec d'autres partis) le recrutement de travailleurs détachés. Or, il y a aussi des travailleurs détachés français !! Ils sont même 230 000, répartis dans cinq ou six pays de l'Union. Il veut donc augmenter notre taux de chômage de 5%, avec 236.000 chômeurs de plus !

Dire encore que 80% de lois nationales sont « imposées » (sic) par Bruxelles (le RN encore, ou la FI qui dit 45%), est grotesque, car au total c'est 22% et encore, elles ne sont pas imposées, mais votées en accord avec...les États !

Dire encore (tous les extrêmes, une bonne vingtaine de listes sur les 34), que c'est la Commission qui décide tout (j'ai même entendu « qui vote les lois » !!), alors qu'elle ne décide de rien, qu'elle reste dans son rôle de proposition de texte, puis d'application si ces textes ont été validés par les chefs d'Etat et voté par le Conseil de l'Union (représentation des États) et le Parlement européen (représentation des citoyens). C'est grotesque et ridicule, mais un mensonge répété sans cesse devient hélas crédible. Comparer le vote de 2005 refusant une « constitution européenne » et le Traité de Lisbonne de 2009 qui traite d'autres choses est également un mensonge éhonté, seriné pourtant !!

Du coup, tout cela brouille un peu plus la vision et perspective du citoyen, même celui qui s'intéresse au fait européen. Surtout quand même les pro-européens ne réagissent pas, ne corrigent pas les mensonges !!

La préservation de nos valeurs démocratiques, pacifiques, et de notre modèle de vie et de développement harmonieux, dépendra de plus en plus de notre capacité à rebondir, à approfondir la gouvernance de l'Union européenne, pas à l'affaiblir. C'est une évidence. Le monde émergé et émergeant ne nous fera aucun cadeau. Il appartient à chaque citoyen de s'engager, donc d'aller voter le 26 mai. Mais s'engager tous les cinq ans est bien trop insuffisant. Les citoyens doivent s'emparer en permanence des dossiers européens, pour aiguillonner des dirigeants européens souvent attentistes. Il y a des sites utiles : Toute l'Europe ; Telos Mais aussi des TV (Arte, LCP, Public sénat). Ils peuvent aussi, en permanence, donner leurs avis en ligne sur tout projet de loi, ou proposer aussi une ICE (Initiative citoyenne européenne).

A commencer par la toute première préoccupation des Européens, devant les migrations, la fiscalité ou le chômage : l'environnement et le climat. Si la planète devient invivable et irrespirable, les autres problèmes deviendront dérisoires ou presque !! L'UE a, depuis 2015, établi des normes drastiques pour l'horizon 2020/2040, pour décarboner l'économie et développer les énergies durables, afin de limiter à +1,5 degré (ou 2 maxi) la hausse des températures. Mais il appartient aux États membres souverains d'appliquer ces mesures. Les institutions européennes les proposent, mais comment peuvent-elles les imposer ? « Le pape, combien de division » avait demandé, cynique, le dictateur Staline... C'est pareil pour l'Union. Les chefs d'État mènent le bal. Toujours. Et pensent à leur carrière politique avant la sauvegarde de la planète pour leurs enfants et petits-enfants.

Et si le citoyen désenchanté boude les urnes, il a tout faux : les résultats du scrutin resteront légitimes dans tous les cas, quel que soit le taux d'abstention. Et tant pis pour le citoyen qui se sera autocensuré ! Il faut savoir aussi que l'abstention profite aux extrêmes, qui votent, eux. Toujours...

Il y a cinq ans, pour les élections européennes de 2014, j'avais aimé une formule sur l'UE, très originale : **« S'abstenir de voter aux élections européennes nuit gravement à votre avenir et à celui de votre entourage »**.

Cinq ans après, cette formule reste absolument d'actualité, le monde étant devenu plus concurrentiel, plus compliqué, parfois plus féroce. Boycotter un tel scrutin, capital, c'est renoncer à la place de l'UE dans le concert mondial. S'abstenir, c'est également, dans le cas français, donner une prime aux extrêmes, qui eux savent très bien mobiliser leurs électeurs.

Il faut enfin penser à l'avenir proche, aux nouveaux dirigeants des instances européennes qui, en juillet et novembre 2019, remplaceront les dirigeants sortants (Président de la Commission et les 27 Commissaires ; Président du Parlement européen et les 705 eurodéputés), Président du Conseil européen.

Ils auront cinq ans pour réformer l'Union, l'approfondir et, j'espère, trouver un projet, un idéal pour l'Europe, comme ce le fut pour la paix et la liberté il y a 60 ans. Même nos succès, comme Erasmus, ou l'euro, ne font plus rêver les citoyens européens, dans certains États du moins, dont la France. Nos dirigeants ne proposent plus d'idéal, n'ont aucun gros projet pour l'Union. C'est grave.

Le sauvetage de la planète, sur le plan climatique et environnemental, pourrait être ce nouvel idéal, faire consensus, séduire la jeunesse. Mais il faudra une Union forte, unie, solidaire et courageuse, car cela implique de changer progressivement nos modes de vie.

Et comme l'écrivait déjà un Victor Hugo visionnaire, il y a 170 ans : *« le passé appartient aux princes de la tyrannie ; l'avenir appartient aux États-Unis européens »*.

Puisse-t-il être entendu !

## Que proposent les principaux partis politiques européens représentés au Parlement européen ? Par Alain MALEGARIE

Comme les fois précédentes, les Français seront encore privés d'une vraie campagne européenne, sur des sujets vraiment européens (climat, migrants, sécurité, défense, solidarité...). Les rares périodes de campagne (deux semaines!) restent désespérément franco-françaises, donc hors sol.

D'autres pays de l'Union ont quand même fait mieux, et le Parlement européen a organisé, le 15 mai 2019, un grand débat entre les têtes d'affiche des 6 principaux partis européens (PPE ; Sociaux-Démocrates ; Verts ; Démocrates et Libéraux ; Gauche radicale et Droite souverainiste).

Toute l'Europe a publié une analyse intéressante, que je résume ici.

Saluons d'abord les moyens déployés par l'Eurovision pour la retransmission, mais la France télévisuelle a ignoré largement l'exercice !...

Les Français ignorent déjà, en majorité, le nom même des représentants de ces partis, et des partis eux-mêmes.

La plupart ignore aussi que le futur Président de la Commission européenne sera en principe le candidat de la famille politique arrivée en tête aux élections européennes de fin mai 2019. Inauguré aux élections de 2014, ce dispositif avait bien fonctionné, mais cette fois-ci certains pays, dont la France, sont plus réservés sur le principe...

La présidence du Parlement européen doit tenir compte aussi des vainqueurs des élections. Jusqu'à présent, les deux premiers partis arrivés en tête (le PPE et les Sociaux-Démocrates) se partageaient la présidence, deux ans et demi chacun. Cette fois-ci, les sondages ne leur donnent pas la majorité à eux deux, il faudra au moins un troisième parti pour l'atteindre (l'ALDE ou les Verts probablement).

Le successeur de Jean-Claude Juncker pourrait donc être une des quatre têtes de liste ayant obtenues le plus de voix du suffrage universel, mais il faut recueillir une majorité de voix au Conseil (les chefs d'État et de gouvernement) et au Parlement. Et si l'on en croit tous les sondages et enquêtes diverses, le Parti populaire européen (PPE, Droite et Centre) arriverait encore en tête quoique en baisse, devant les Sociaux-Démocrates (S&D). Les résultats plaideraient donc pour une désignation de Manfred Weber, Allemand très compétent mais peu charismatique, assez conservateur, à moins que la politique s'en mêle et que la France et quelques autres parviennent à imposer leur outsider, Michel Barnier, qui connaît très bien les rouages institutionnels mais qui est « bloqué » par les négociations du Brexit qui n'est toujours pas réglé (dans un sens ou dans l'autre...)! J'espère que chacun sera sage et qu'il n'y aura pas, en plus, une crise pour désigner le responsable de cette institution importante.

Pour le nouveau président du Parlement, ce sera aussi plus compliqué, puisqu'il faudra discuter entre les trois voire les quatre premiers partis politiques arrivés en tête des élections. Faudra-t-il partager le fauteuil présidentiel en trois, voire en quatre ?!

Sur les questions abordées dans ce débat vraiment européen (pour une fois!), pas de surprises. Elles portaient sur les préoccupations majeures de tous les Européens.

Sur la forme, les débats furent très animés et souvent offensifs, loin des débats européens plutôt feutrés. Mais rien à voir quand même avec des débats français où tout le monde parle en même temps et s'invective copieusement dans un brouhaha inaudible !

**1 - Les Migrations.** Chacun était à sa place, sur le fond. Le représentant de la Gauche radicale (Nico Cué) parlant d'un « drame humain », et non d'une « invasion » ; Frans Timmermans (Pays-Bas, Sociaux-Démocrates) déclarant « qu'à chaque mort en méditerranée, l'UE perd une partie de son âme ». Le Souverainiste Jan Zahradil lui a contesté la proposition de la Commission européenne d'établir des quotas pour répartir les réfugiés entre les États-membres (une « erreur »). Pour lui la priorité doit être la lutte contre les passeurs, et au traitement des demandes d'asile « en dehors de l'UE ».

**2 - L'Emploi.** Débat plus animé. Frans Timmermans a attaqué nommément Manfred Weber sur les politiques d'austérité « punitives » dans certains pays comme le Portugal. Les débats ont concerné ensuite le thème des droits sociaux et notamment la création d'un salaire minimum en Europe (un salaire moyen n'excluant évidemment pas certains pays comme la France de faire plus!). Les représentants du PPE et de l'ADLE ont été plus réservés sur le SMIC européen, préférant une augmentation des salaires dans l'UE.



**3 - Le Climat.** Pour Margrethe Westager (Danoise, ADLE), la lutte contre le dérèglement climatique doit être vue comme une « opportunité » pour l'emploi. Pour Ska Keller (Allemande, les Verts), la transition écologique nécessite l'arrêt des subventions pour les industries polluantes. Frans Timmermans propose d'augmenter les taxations sur le kérosène (avions).

Pour Manfred Weber, il a défendu l'objectif de l'UE de « neutralité carbone » pour 2050, mais il a été attaqué par plusieurs pour son manque d'ambition sur l'environnement. Il faut dire qu'il assume vouloir protéger l'activité d'entreprises comme celles du secteur automobile.

Jan Zahradil plaide aussi pour une mise en œuvre des mesures de manière « graduelle ».

**4 - la Fiscalité.** Le débat s'est porté d'abord sur l'évasion fiscale en Europe (ndlr : de l'ordre de 150 milliards par an, soit le montant du budget annuel de l'Union!!), scandale énorme révélé depuis cinq ans. Pour Nico Cué et Ska Keller, ce fléau nuit à la pérennité des services publics. Il y a consensus sur le plateau pour lutter contre ce problème (ndlr : les États-membres eux-mêmes ont ce problème. La France a une fraude fiscale oscillant entre 60 et 90 milliards € par an !!).

Le S&D et l'ADLE ont proposé par ailleurs deux priorités pour la prochaine Commission : une taxe sur l'activité des géants du numérique et un « plancher » pour le taux de l'impôt sur les sociétés.

La Droite souverainiste a rejeté toute idée de « taxe paneuropéenne », considérant que la fiscalité doit rester une compétence exclusive des États membres.

**5 - L'UE dans le monde.** Même si la nécessité de défendre et de relancer « l'unité » des Vingt-Huit est revenue souvent, les propositions sont très différentes, voire divergentes.

Pour Frans Timmermans, l'unité doit aller de pair avec la « fermeté », notamment à l'égard des USA de Trump et de la Chine. Pour Manfred Weber, il faudrait passer au vote à la majorité qualifiée en matière de politique étrangère. (ndlr : pas que !!!).

Pour Margrethe Vestager, l'unité doit s'accompagner de plus de « confiance en soi », dans le commerce international par exemple.

Quant à Nico Cué et Jan Zahradil, ils ont montré leur positionnement radicalement opposé sur l'opportunité de conclure des accords de libre-échange avec des pays étrangers. Pour le premier, ces accords sont source « d'injustice sociale », pour le second, ils génèrent de la croissance économique et donc de l'emploi.

**6 - Populisme et Nationalisme.** Dernier débat très offensif sur la montée des populismes et nationalismes...

« *Ne leur laissons pas d'espace* » a dit Ska Keller. « *Nous avons échoué* » a estimé Frans Timmermans, évoquant le Brexit qui pour lui fait ressembler la politique britannique à un épisode de « *Game of Thrones* sous stéroïdes » (ndlr : comme quoi on peut encore avoir de l'humour même dans les périodes difficiles !);

« *Changeons-nous nous-mêmes* », a proposé Margrethe Vestager, expliquant la nécessité de ne plus se réfugier derrière un verbiage opaque (langue de bois, en français ?) pour parler d'Europe.

Nico Cué a accusé « l'austérité » d'être responsable de la montée de la « radicalité » ;

Jan Zahradil a lui plaidé pour une Europe « décentralisée » et non pas « toujours plus étroite ».

**Bilan :** ce débat n'a rien dit de « révolutionnaire » ou d'innovant, chacun campant logiquement sur ses chapelles idéologiques, reprenant les programmes de son parti. Mais il faut saluer la bonne tenue des échanges, même musclés, le respect des candidats entre eux. Pour un Français, c'est impressionnant ! Cette émission de 90 minutes (et là on ne déborde pas!) était retransmise dans tous les pays en principe. Le plateau télé était géant, avec un hémicycle du Parlement plein à craquer (800 places), rempli de militants, de personnels politiques et de journalistes des 28 États membres. Mais les retombées médiatiques seront diverses d'un État à l'autre !

## La question migratoire s'invite dans la campagne par Alain MALEGARIE

Cette année la première préoccupation des Français et des Européens en général est la question climatique et environnementale. Mais la question migratoire n'est jamais très loin, d'autant que le réchauffement climatique notamment en Afrique subsaharienne génèrera automatiquement dans 20 à 30 ans un afflux important de réfugiés climatiques, estimés entre 60 et 150 milliards !

Malgré les apparences en tribune, le fort courant nationaliste européen reste très divisé entre les différents pays. Ce qui est normal d'ailleurs, pour des nationalistes purs et durs, qui adorent leur patrie mais détestent celles des autres. Prenons l'exemple qui préoccupe tout le monde : la politique des flux migratoires. Matteo Salvini, le ministre italien de l'Intérieur, homme fort du gouvernement actuel, est sur la même ligne finalement, que Matteo Renzi (l'ancien président du Conseil, démocrate) : il faut se répartir les migrants, et que chaque État membre de l'UE doit prendre sa part. Or ses « amis » nationalistes/extrémistes, Orban (Hongrie), Kacinsky (Pologne) ; ou encore la République tchèque, l'Autriche, la Slovaquie ne veulent pas en entendre parler, au point qu'ils n'en veulent absolument aucun ! Ambiance. Même idéologie, mais chacun pour soi, et chez soi !

Pire, ils ne veulent même pas de réfugiés politiques, ce qui est en totale contradiction avec les lois mondiales de l'asile (la célèbre convention de Genève de 1950) qui imposent d'accueillir tout réfugié qui craint pour sa vie dans son propre pays. Ils mélangent vraiment, et sciemment, migrant et réfugié. Et là, c'est proprement scandaleux, immoral. Tous ces pays sont dans le déni, parfois même par rapport aux constats alarmant du réchauffement climatique !

Les futurs réfugiés africains qui devront fuir leur pays pour des raisons climatiques invivables sont prévenus : aujourd'hui comme plus tard, ils ne seront pas bienvenus dans ces pays, et même dans nombre de pays non atteints par la vague populiste/extrémiste.

Rappelons toutefois que 80% des migrations sont Sud/Sud (d'Afrique vers l'Afrique !). Seuls 10% quittent l'Afrique pour rejoindre l'Europe, mais aussi le continent américain et asiatique. Donc à l'échelle planétaire (7,5 milliards de personnes), les flux migratoires en Europe sont dérisoires : 0,1% de 7,5 milliards. Cela devrait donc être gérable, sur le plan économique ou social. Mais ça coince dans l'inconscient de beaucoup de gens, qui angoissent sur ce sujet...

Y compris dans les pays qui ne sont pas gouvernés par des partis extrémistes. Comme la France, par exemple, qui se défile le plus souvent pour ne pas « en prendre », ou alors très peu....

Beaucoup de politiciens alimentent sciemment ces craintes, osant parler de « submersion » migratoire, restant aux chiffres du pic migratoire de 2015 (1,3 millions) en UE, alors que depuis les arrivées ont été diminuées de 90 % !

Pire encore, il y a toujours des négociations dures entre chefs d'État et de gouvernement dès qu'un bateau humanitaire débarque, même s'il n'y a que quelques dizaines de migrants à se répartir ! C'est pitoyable et immoral, pour des pays européens riches et disposant d'infrastructures très développées ! Ce serait même risible, s'il ne s'agissait pas...d'êtres humains.

Comme disait Michel Rocard, il y a déjà...trente ans : « *la France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit prendre toute sa part* »

C'est curieux, mais la plupart des politiciens français ne répètent que la première moitié de cette phrase célèbre ! Un trou de mémoire, peut-être ?

Et dire que notre belle Europe est née, après toutes les atrocités de la Seconde guerre mondiale, avec comme ADN le principe d'humanisme et de solidarité.

Les actuels dirigeants de presque toute l'UE trahissent les pères fondateurs de l'Europe, en toute impunité.

### Les propositions d'Emmanuel MACRON par Alain REGUILLON

Le Président de la République s'engage dans cette campagne comme jamais ses prédécesseurs ne l'ont fait, en tous cas, pas de manière aussi directe.

Cela pourrait paraître comme une erreur, le Président devant être hors la mêlée ! Cependant, nombre de listes ayant clairement annoncé qu'elles feraient de cette élection un référendum contre le président, il n'est pas illogique que celui-ci réplique en rappelant l'importance de ce scrutin et en le replaçant dans son cadre réel.

Cet engagement se place aussi dans la filiation de ses propositions pour tenter un renouveau de l'Union européenne et ce, dès l'élection présidentielle. Il ne s'agit pas ici de débattre de ces propositions ; mais bien de les resituer dans la perspective de l'après élection du 26 mai.

En effet, ce qui est intéressant dans l'entretien que le président a accordé à la presse régionale, c'est bien la projection au-delà du résultat des votes. Que sera le nouveau Parlement ? Nous le saurons dimanche soir. Que sera l'influence de la France dans sa gouvernance ? Nous le saurons lors de la première session qui se tiendra du 2 au 4 juillet. Quel sera le poids du Président de la République dans le choix du candidat à la présidence de la Commission européenne, voire d'autres nominations ? Nous devrions le savoir après le Conseil européen des 20 et 21 juin.

Dans l'attente, il convient de noter ce que souhaite Emmanuel Macron.

L'une de ses premières réflexions est de souligner que **l'avenir de l'Union est en danger**. Deux raisons à cela : la désaffection des électeurs qui ne mesurent pas l'importance de ces élections ; le bon score que réaliseront l'extrême droite, dans une moindre mesure l'extrême gauche, partis qui se disent partisans d'une nouvelle Europe mais qui, en réalité, veulent le démantèlement de cette organisation supranationale qu'ils exècrent ! Le président dit, à juste raison : « ...l'Union est face à un risque existentiel. Si, en tant que chef de l'État, je laisse se disloquer l'Europe qui a construit la paix, qui a apporté de la prospérité, j'aurai une responsabilité devant l'histoire. »

Sur le fait que ce scrutin se transforme en **référendum contre lui**, le président est bien conscient de cela et c'est parce que des listes attaquent sur ce sujet, qu'il entend ne pas rester muet. Mais, dépassant cet aspect, il rappelle qu'il n'a pas à rougir de son bilan, ajoutant : « La question de ces élections européennes est simple : voulons-nous la division face aux États-Unis et à la Chine ou préférons-nous l'unité pour bâtir notre avenir européen ? ». Il affirme encore que le Premier ministre a toute sa confiance et qu'il n'entend pas en changer.

En cela, il est clair que le président à raison. La division des Européens fait le jeu des États continents qui considèrent de plus en plus durement l'importance de l'UE. L'unité est donc indispensable, encore faut-il dire ce que l'on en fait et comment on gouverne à 27 ou 28 pour faire front au reste du monde ?

Concernant l'**abstention** il dit à juste titre que c'est un échec pour la démocratie et quant au rang de la liste qu'il soutient il ne se pose pas la question, interrogeant sur la réussite du front national –aujourd'hui rassemblement national- au niveau européen : *« Ils ont voté contre tout ce qui est dans l'intérêt de la France. Leur projet affaiblit et divise l'Europe. »*

Un des points important de cet entretien réside dans sa **volonté de changement** : *« Je veux une Convention fondatrice européenne après les élections. Que les chefs d'États et de gouvernement, avec le nouvel exécutif et les responsables du Parlement, avec les citoyens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq ans à venir, y compris les changements de traités sur lesquels ils veulent aboutir. »*

L'idée d'une Convention réformatrice n'est pas nouvelle et elle peut être salutaire pour l'avenir de l'Union européenne. Je ne crois pas pourtant qu'une telle initiative puisse fixer un horizon pour les cinq ans à venir. La précipitation n'a jamais servi les avancées européennes. Si Convention il y a, elle devra s'inscrire dans un temps long d'au moins deux années pour aboutir à une constituante capable de proposer une réforme en profondeur qu'un referendum européen devra ratifier avant les élections européennes de 2024. Toute autre démarche ne sera qu'emplâtre sur jambe de bois !

A propos de l'**immigration**, le président dit vouloir refonder Schengen car il considère que nos frontières communes ne sont pas suffisamment protégées. De ses propos je cite : *« Je veux refonder Schengen, avec un espace plus petit si besoin, une meilleure protection des frontières communes, et une harmonisation des droits d'asile et un pilotage par un conseil des ministres de l'intérieur. »*

Comme beaucoup de gouvernants et de responsables politiques, le président se trompe de débat. La question n'est pas comment on se protège, mais comment on fait pour éviter à de pauvres gens de venir en Europe trouver la sécurité physique et/ou alimentaire ! Avoir faim et aussi violent que la guerre, distinguer ces deux réalités n'est pas supportable. Quant à confier le pilotage de ces questions à un Conseil de ministres de l'intérieur je n'en vois pas l'utilité. La Commission est l'exécutif de l'Union, c'est à elle de piloter les politiques devant trouver des harmonisations entre États !

Sur d'autres sujets comme la **relation franco-allemande** ou les **alliances** à nouer au sein du Parlement pour peser, le président réaffirme l'importance et la nécessité du lien avec l'Allemagne, au-delà des divergences pour lesquelles il faut accepter des compromis. Quant aux alliances, elles se feront avec des partis divers, tel que cela s'est fait en France après l'élection présidentielle. Dans cet esprit, le président dit : *« Mon ambition c'est que nous puissions être au cœur d'une nouvelle coalition de progrès et d'avenir. L'Europe peut s'offrir tous les luxes sauf celui de la paralysie. »*

L'engagement est bien dans la filiation des discours d'Athènes et de la Sorbonne, comme de son adresse aux Européens dans les journaux de vingt-sept pays. Sera-t-il suffisant pour mobiliser les électeurs ? Je le souhaite sincèrement quel que soit mes réserves sur le projet européen du Président Macron, projet qui ne peut satisfaire un fédéraliste.

**Le 26 mai : aux urnes citoyens !**